**MAIRIE
DE
SOUPROSSE**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 25 Septembre 2017 à 20 H 00**

Convocation du 20 Septembre 2017

L'an deux mil dix-sept et le vingt-cinq septembre à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme LAPEYRE Colette – M. JUSTES Christian – Mme DUFAU Sylvie - M. GUEHEL Dominique – Mme CARRERE Françoise - M. DUPOUY Philippe – Mme ROQUES Laurence – M. TAUZIA Philippe – Mmes DUBOS Lydie – DOUSSAN Béatrice - MM. DARRIEUTORT Thierry - COMET Xavier - LABARTHE Jérôme.

Absente excusée : Mme RASOAMAHARO Marlène (donne procuration à Mme ROQUES Laurence)

Secrétaire de séance : M. TAUZIA Philippe

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du 31 Juillet 2017

Délibérations :

- REVISION LOYER CABINET INFIRMIER AU POLE SANTE
- REVISION LOYER PHARMACIE LOUGUET
- LOGEMENT COMMUNAL DU BAS – 60 AVENUE DU 8 MAI 1945 - : CHOIX DU NOUVEAU LOCATAIRE
- FACTURATION DIVERS TRAVAUX
- TRAVAUX REFECTION VOIES COMMUNALES
- DECISION MODIFICATIVE N°3 BUDGET COMMUNE
- COUPES DE BOIS EN FORET COMMUNALE A DESIGNER ET METTRE EN VENTE
- SYDEC : EXTENSION EP ROUTE DE MEILHAN
- AMENAGEMENT ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU POLE ASSOCIATIF DE L'ANCIEN GROUPE SCOLAIRE ET AU BOULODROME AU PROFIT DE L'AMICALE DES RETRAITES DE SOUPROSSE : APPROBATION PARTICIPATION FINANCIERE DE L'AMICALE DES RETRAITES « LES CYCLAMENS »
- AMENAGEMENT ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU BOULODROME AU PROFIT DU CLUB BOULISTE SOUPROSSAIS : APPROBATION PARTICIPATION FINANCIERE DU CLUB BOULISTE SOUPROSSAIS
- MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'AMENAGEMENT D'UN BOULODROME
- TRAVAUX EGLISE DE SAINT ETIENNE : PARTICIPATION DU COMITE DES FETES DE SAINT ETIENNE

- CONVENTION CADRE MISSION « SECURISATION DE L'ESPACE SCOLAIRE » EN PARTENARIAT AVEC LE CDG DES LANDES
- MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCPT : GEMAPI, GESTION DES DECHETS DE VENAISON ET REAAP
- APPROBATION DE L'EXTENSION DE COMPETENCE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AUX COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT
- APPROBATION DU RAPPORT D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES ETABLI PAR LA CLECT CONCERNANT LA COMPETENCE « ZONES D'ACTIVITES »
- CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Informations diverses

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 31 JUILLET 2017

Approbation à l'unanimité

REVISION LOYER CABINET INFIRMIER AU POLE SANTE

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 07 Octobre 2013 décidant d'attribuer la location du local communal à usage de cabinet infirmier situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas -40250 SOUPROSSE- à Madame BRUNELLE Béatrice, infirmière, à compter du 1^{er} novembre 2013,

Vu l'avenant à bail professionnel portant transfert du bail au profit de la SCM Cabinet infirmier BRUNELLE EMONT à compter du 1^{er} août 2017,

Conformément au contrat de bail à usage professionnel signé le 04 Novembre 2013, et notamment l'article 7 – REVISION DU LOYER,

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de réviser le loyer du local communal à usage de cabinet infirmier situé au n° 50 ave Hagenthal le Bas à compter du 1^{er} novembre 2017,

Montant du loyer révisé : 355,77 €.

REVISION LOYER PHARMACIE LOUGUET

Vu les délibérations du Conseil municipal en dates des 26 Mars 2012 et 24 Septembre 2012 décidant d'attribuer la location du local communal à usage de pharmacie situé au n° 60 avenue Hagenthal le Bas -40250 SOUPROSSE- à Monsieur LOUGUET Philippe, pharmacien, à compter du 1^{er} octobre 2012,

Conformément au contrat de bail à usage professionnel signé le 03 Août 2012, et notamment l'article 7 – REVISION DU LOYER,

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de réviser le loyer du local communal à usage de pharmacie situé au n° 60 avenue Hagenthal le Bas à compter du 1^{er} octobre 2017,

Montant du loyer révisé : 853,63 €.

LOGEMENT COMMUNAL DU BAS – 60 AVENUE DU 8 MAI 1945 - : CHOIX DU NOUVEAU LOCATAIRE
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a reçu un courrier de Mme Jeanne MARROCQ, locataire du logement communal sis à SOUPROSSE - 60 avenue du 08 mai 1945 – logement du bas, indiquant son intention de résilier le contrat de location avec effet au 1^{er} octobre 2017.

Il précise qu'à ce jour une demande nous est parvenue pour ce logement.

Considérant que ce demandeur remplit les conditions de ressources nécessaires pour prétendre à ce logement,

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE d'attribuer le logement communal sis n° 60 avenue du 08 mai 1945 logement du bas, à M. FALCOU Guillaume et Mme SAÛQUERE Laurine, pour un loyer mensuel de 520 € (cinq cent vingt euros).

DEMANDE à M. FALCOU Guillaume et Mme SAÛQUERE Laurine le versement d'un mois de caution d'un montant de 520 €.

PRECISE que le contrat de bail prendra effet à compter du 1^{er} Novembre 2017.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de bail avec les nouveaux locataires.

FACTURATION DIVERS TRAVAUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que divers travaux ont été effectués par les employés communaux chez un particulier et propose de facturer respectivement ces travaux au propriétaire concerné,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

DECIDE de facturer les divers travaux réalisés :

- **Travaux agrandissement pont accès chez M. BAUBAULT – 312 Route de Jeanbidaou - 40250 SOUPROSSE - pour un montant total de 82,80 €**
1 écobox Ø 300
6 ml x 13,80 € = 82,80 €

TRAVAUX REFECTION VOIES COMMUNALES

Vu l'opération N° 1604 «Voirie» inscrite sur le budget primitif 2016,

Considérant l'appel à concurrence lancé pour les travaux de réfection des voies communales – 1^{ère} tranche, dénommées ci-dessous :

- Chemins de la Laiterie, Chemin du Goudon, Chemin de Maysonnave, Route du Bac, Chemin de Castaillon et Tuc de la Rose, Chemin du Gahon, Chemin d'Andiane, Chemin du Herrou, Chemin de Saransot, Chemin de Lacondègne, Route de Laguillon

Monsieur le Maire rapporte à l'assemblée que l'entreprise COLAS – 40090 SAINT AVIT a présenté une offre pour un montant total de 28 750,00 € HT.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bon de commande avec l'entreprise COLAS pour un montant de 28 750,00 € HT.

DECISION MODIFICATIVE N°3 BUDGET COMMUNE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'il convient d'ouvrir des crédits supplémentaires sur le budget principal Commune exercice 2017 sur le compte 2315 (Installation, matériel et outillage techniques.) - opération 1604 Voirie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

VOTE comme indiqué ci-dessous la décision modificative n°3 du budget Commune année 2017.

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
ARTICLE	MONTANT	ARTICLE	MONTANT
2315 (op.1604) Install, matériel et outillage techniques	50 000,00 €	1641 emprunts	35 000,00 €
2313 (op.1701) Constructions	- 15 000,00 €		

COUPES DE BOIS EN FORET COMMUNALE A DESIGNER ET METTRE EN VENTE

Conformément à la proposition du programme des coupes de l'année 2018 présenté par l'Office National des Forêts,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide,

- d'approuver la proposition du programme des coupes de l'année 2018 dont les caractéristiques sont précisées ci-dessous :

Coupes reportées/Annulées sur proposition de l'ONF :

N° de parcelle	Essence	Nature technique de la coupe	Surface totale de la parcelle	Surface parcourue en coupe	Report/Annulation	Année de report	Motif
5	Pin maritime	E2	2,00	1,90	Report	2020	Raison sylvicole

- Toutes les coupes seront vendues sur pied par l'ONF soit en vente par appel d'offres, soit en vente de gré à gré sur proposition de l'ONF, après accord formel de M. le Maire lors de la mise en vente.
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

SYDEC : EXTENSION EP ROUTE DE MEILHAN
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a reçu une étude réalisée par le SYDEC des Landes concernant l'extension de l'éclairage public Route de Meilhan.

Le plan de financement des travaux se décompose comme suit :

- Création d'une armoire d'éclairage public deux départs
- Génie civil sur 159 mètres avec 138 mètres de tranchée sous accotement et 21 mètres de tranchée sous chaussée.
- Pose de 187 mètres de réseau souterrain EP 4x10²
- Fourniture, pose et raccordement de 7 ensembles avec mâts type AM-C cylindro-conique équipés de lanternes RFL530 24 LEDs le tout RAL 3004 de la marque WE-EF

Montant estimatif TTC	29 801 €
TVA pré financée par le SYDEC	4 664 €
Montant HT	25 137 €
Subventions apportées par SYDEC	15 334 €
Participation communale	9 803 €

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après délibération

APPROUVE à l'unanimité le projet présenté par Monsieur le Maire

PRECISE que la commune s'engage à rembourser le montant de la participation communale **sur fonds libres soit 9 803 €.**

AMENAGEMENT ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU POLE ASSOCIATIF DE L'ANCIEN GROUPE SCOLAIRE ET AU BOULODROME AU PROFIT DE L'AMICALE DES RETRAITES DE SOUPROSSE APPROBATION PARTICIPATION FINANCIERE DE L'AMICALE DES RETRAITES « LES CYCLAMENS »
--

Considérant l'opération n°1403 « Pôle associatif (ancien groupe scolaire) » programmée sur les crédits du budget primitif 2017 de la Commune,

Considérant l'opération n°1203 « Pôle associatif (boulodrome) » programmée sur les crédits du budget primitif 2016 de la Commune,

Considérant que la commune a réalisé des travaux d'aménagement intérieur à l'ancien groupe scolaire appartenant à la Commune (maçonnerie, plomberie, électricité, zinguerie, plâtrerie, menuiserie, carrelage, cuisines ...) pour finaliser le projet de pôle associatif tel que présenté sur le plan ci-joint,

Considérant que la commune doit également réaliser des travaux d'aménagement intérieur au boulodrome pour finaliser le projet de pôle associatif tel que présenté sur le plan ci-joint,

Considérant que les locaux des deux pôles associatifs sont mis à disposition de l'amicale des retraités « Les Cyclamens »,

Vu le courrier de Monsieur le Président de l'Amicale des retraités « Les Cyclamens » en date du 09 septembre 2017 portant décision de participer financièrement aux deux opérations précitées à hauteur de 12 500 €, et demandant la mise en place d'un échancier pour étaler le paiement de leur contribution financière, à raison de 5 versements de 2 500 € sur 5 ans.

**Sur proposition de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

ACCEPTE La proposition de Monsieur le Maire.

ACCORDE l'étalement de la participation financière de l'Amicale des retraités « Les Cyclamens » d'un montant de 12 500 €, à raison de 5 versements de 2 500 € par an sur 5 ans, à compter de novembre 2017.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention fixant les règles de participation financière entre la Commune de SOUPROSSE et l'Amicale des retraités « Les Cyclamens ».

AMENAGEMENT ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU BOULODROME AU PROFIT DU CLUB BOULISTE SOUPROSSAIS APPROBATION PARTICIPATION FINANCIERE DU CLUB BOULISTE SOUPROSSAIS

Considérant l'opération n°1203 « Pôle associatif (boulodrome) » programmée sur les crédits du budget primitif 2016 de la Commune,

Considérant que la commune doit réaliser des travaux d'aménagement intérieur au boulodrome pour finaliser le projet de pôle associatif tel que présenté sur le plan ci-joint,

Considérant qu'une partie des locaux du pôle associatif est mise à disposition du Club bouliste souprossais,

Considérant la proposition des co-présidents du Club bouliste souprossais de participer financièrement à l'aménagement du local au profit du Club bouliste, et demandant la mise en place d'un échancier pour étaler le paiement de leur contribution financière, à raison de 5 versements de 2 500 € sur 5 ans.

**Sur proposition de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

ACCEPTE La proposition de Monsieur le Maire.

ACCORDE l'étalement de la participation financière du Club bouliste souprossais d'un montant de 12 500 €, à raison de 5 versements de 2500 € par an sur 5 ans, à compter du 30 juin 2019.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention fixant les règles de participation financière entre la Commune de SOUPROSSE et le Club bouliste souprossais.

MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'AMENAGEMENT D'UN BOULODROME
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une consultation auprès de divers architectes a été lancée pour la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un boulodrome de 150 m² sur la parcelle communale cadastrée section V n°483.

Une seule offre nous est parvenue,

Le Conseil Municipal, après délibération,

DECIDE de retenir l'offre présentée par **Monsieur Hugo LE RAY, architecte à PONTONX sur l'ADOUR, pour un montant de 3 000 € HT soit 3 000 € TTC comprenant la mission de permis ainsi que les plans au 1/50°**

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à l'aménagement du boulodrome avec Monsieur Hugo LE RAY – 40465 PONTONX sur l'ADOUR.

TRAVAUX EGLISE DE SAINT ETIENNE : PARTICIPATION DU COMITE DES FETES DE SAINT ETIENNE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un appel à concurrence a été lancé pour les travaux de rénovation et mise en accessibilité de l'Eglise du quartier Saint Etienne.

La SARL LACOSTE - 64270 SALIES DE BEARN a été retenue pour un montant HT de : 10 676,68 € soit 12 812,01 € TTC pour la réfection du clocher.

La société MAISON BOIS VALLERY – 40370 RION DES LANDES a été retenue pour un montant de 20 855,06 € HT soit 25 026,07 € TTC pour la rénovation de la toiture et l'habillage des murs de l'Eglise.

Monsieur le Maire précise que Le Comité des fêtes de Saint Etienne propose une aide financière d'un montant de 5 000 € pour cette opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition faite par Monsieur le Maire.

AUTORISE Monsieur le Maire à encaisser le chèque correspondant.

CONVENTION CADRE MISSION « SECURISATION DE L'ESPACE SCOLAIRE » EN PARTENARIAT AVEC LE CDG DES LANDES

Monsieur le Maire expose ce qui suit à l'assemblée :

Dans le contexte actuel de menace d'attentats terroristes, le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche associé au ministère de l'intérieur ont donné instruction relative au renforcement des mesures de sécurité et de gestion de crise applicables dans les écoles et les établissements scolaires.

Au niveau départemental, à la demande de l'Inspection d'académie, la Préfecture des Landes et l'AML, en partenariat avec les services compétents de la Police et de la Gendarmerie ainsi que du SDIS 40, le CDG 40 examine la possibilité de mettre en place un dispositif d'accompagnement afin de conseiller et d'aider les collectivités en matière de sécurisation des bâtiments scolaires du premier degré.

A ce titre, le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Landes propose une mission d'accompagnement dans l'identification et le suivi des travaux de sécurisation des espaces scolaires et l'actualisation des PPMS « risques majeurs » et attentat-intrusion ». Cette mission intervient dans le cadre de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Monsieur le Maire soumet au vote de l'assemblée la proposition de convention cadre mission « sécurisation de l'espace scolaire » établie par le CDG 40.

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention avec le CDG 40.

MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCPT : GEMAPI, GESTION DES DECHETS DE VENAISON ET REAAP

Vu les articles L.5214-16-IV et L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-17 (relatif au transfert de compétence) et L. 5721-2 (relatif aux modifications statutaires) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 1996 portant création de la Communauté de communes du Pays Tarusate ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays Tarusate ;

Considérant la délibération de la Communauté de communes en date du 7 septembre 2017,

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la CCPT a procédé à une modification dans le but notamment d'assurer leur conformité avec les dispositions de la loi NOTRe entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Cette modification statutaire comprend :

- la prise de compétence obligatoire au titre de la Gestion des Milieux Aquatiques et la Protection contre les Inondations (GEMAPI)
- la nécessité de modifier le contenu des compétences optionnelles de manière à ne conserver que l'intitulé strictement prévu par le Code Général des Collectivités Territoriales. Le contenu précis de chacune de ces compétences sera quant à lui précisé au travers d'une délibération du conseil, relative à la définition de l'intérêt communautaire
- l'adjonction de deux compétences optionnelles nouvelles : l'une relative à la gestion des déchets de venaison et l'autre à la mise en place et l'animation d'un Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement aux Parents (REAAP)

La nouvelle proposition de statuts est jointe à la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide :

- D'approuver les nouveaux statuts modifiés, annexés à la présente délibération

APPROBATION DE L'EXTENSION DE COMPETENCE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AUX COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT
--

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-17 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 1996 portant création de la communauté de communes du Pays Tarusate ;

Vu les statuts de la communauté de communes du Pays Tarusate ;

Vu l'article 64 de la loi n° 2015-991 Nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRÉ ;

Considérant que la loi NOTRÉ impose aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre telles que les communautés de communes d'assurer les compétences « eau » et « assainissement », et rend ces compétences obligatoires le 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant la volonté de la Communauté de communes du Pays Tarusate de procéder à cette extension de compétences aux domaines de l'eau et de l'assainissement dès le 1^{er} janvier 2018, au titre des compétences optionnelles ;

Considérant la délibération du conseil communautaire du 7 septembre 2017, portant extension des compétences de la communauté de communes du pays tarusate en matière d' « eau » et d' « assainissement collectif et non collectif » ;

Monsieur le Maire précise que le législateur a souhaité garantir la pérennité des syndicats d'une certaine taille, qui organisent les services publics d'eau potable et/ou d'assainissement sur un périmètre englobant ou chevauchant le territoire de plusieurs EPCI à fiscalité propre (au moins trois). De ce fait, il a prévu la mise en œuvre automatique du mécanisme dit de « représentation-substitution », qui consiste à ce que la Communauté de Communes qui souhaite se doter de ces compétences se substitue de droit à ses communes membres au sein des syndicats compétents à ce jour.

Pour ce qui concerne la commune de SOUPROSSE, les prises de compétences communautaires entraîneront donc l'adhésion de la CCPT au SYDEC en lieu et place de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Approuve** l'extension de compétences de la communauté de communes du Pays Tarusate aux compétences optionnelles « eau » et « assainissement collectif et non collectif » et les modifications statutaires en ce sens ;

APPROBATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES ÉTABLI PAR LA CLECT CONCERNANT LA COMPÉTENCE « ZONES D'ACTIVITÉS »

Monsieur le Maire rappelle que la Communauté de Communes du Pays Tarusate, créée par arrêté du Préfet des Landes du 26 décembre 1996, a, par délibération de son conseil communautaire du 17 novembre 2016, mis en conformité ses statuts avec les dispositions de la loi NOTRE, notamment en ce qui concerne la compétence obligatoire Actions de développement économique – zone d'activités.

Il rappelle que cette modification statutaire a été approuvée par le Conseil municipal de SOUPROSSE en date du 18 novembre 2016.

Monsieur le Maire rappelle que l'évaluation des charges transférées est un acte déterminant pour les finances de la Communauté de Communes et des communes membres, qui consiste à identifier et à chiffrer le montant des charges transférées par les communes à la Communauté, et qui devront être déduites du calcul de l'attribution de compensation des communes.

Il présente le rapport relatif à l'évaluation des charges transférées dans le cadre du transfert à la Communauté de Communes de la compétence « zones d'activités », réalisé et adopté à l'unanimité par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT) réunie le 7 septembre 2017.

Le rapport est joint à la présente délibération.

En application de ces principes, la CLECT a estimé les charges supportées par la commune de SOUPROSSE à un montant de zéro.

Par la présente délibération, le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur le rapport de la CLECT et sur le montant arrêté par la CLECT pour la commune de SOUPROSSE,

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses parties législative et réglementaire, et notamment les articles L. 5211-25-1, L. 5211-17, L. 5216-5 II et III, ainsi que L 2333-78 ;

Vu le Code Général des Impôts notamment son article 1609 nonies C ;

Vu l'arrêté du Préfet des Landes en date du 26 décembre 1996 portant création de la Communauté de Communes du Pays Tarusate ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 22 juin 2017 portant nouvelle composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 novembre 2016 portant mise en conformité des statuts de la CCPT avec la loi NOTRE et notamment la compétence « actions de développement économique » ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 novembre 2016 relative à la mise en conformité des statuts de la CCPT avec la loi NOTRE ;

Vu l'Arrêté n°992/2016 du 29 décembre 2016 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Tarusate et mise en conformité avec la loi NOTRE ;

Vu le rapport portant évaluation des charges transférées par les communes membres en matière de zones d'activités économiques ;

Considérant que, conformément à la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges s'est réunie le 7 septembre 2017 ;

Considérant que le rapport qui a pour objet de présenter une méthodologie d'évaluation des charges transférées à la Communauté de Communes et définir les estimations des charges supportées par les communes membres, a été adopté à l'unanimité par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges le 7 septembre 2017 ;

Considérant que les conclusions de ce rapport doivent être entérinées par la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir les deux tiers au moins des conseillers municipaux représentant plus de la moitié de la population totale du périmètre communautaire ou la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population totale ;

Décide :

- D'approuver le rapport d'évaluation des charges transférées au titre de la compétence obligatoire « actions de développement économique – zones d'activités » établi par la CLECT, joint à la présente délibération
- D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Monsieur le Maire expose :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code du travail,

VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

VU la Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

VU le Décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

VU le Décret n° 93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

VU l'avis du Comité Technique.

CONSIDERANT que le contrat d'apprentissage conclu avec Monsieur DOMENGER Nathan pour une durée de 3 ans, du 05/09/2016 au 04/09/2019, a fait l'objet d'une rupture d'un commun accord entre les parties avec effet au 31 août 2017 ;

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure pour les personnes handicapées) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDERANT que le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes et le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités publiques dans l'intégration d'apprentis en situation de handicap ;

CONSIDÉRANT qu'après avis favorable du Comité Technique, il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à la majorité :

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage aménagé,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2017/2018, un contrat d'apprentissage

conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Services techniques	1	BPA travaux des aménagements paysagers	1 an

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune, au chapitre 012, article 6413 de nos documents budgétaires,

AUTORISE le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes pour la mise en œuvre d'une action d'accompagnement dans le cadre d'un contrat d'apprentissage aménagé.

Informations diverses :

Association des Amis des Chats du Pays Tarusate

Le conseil municipal ne donne pas suite à la demande de subvention de l'association des Amis des Chats du Pays Tarusate.

Travaux de réparation charpente Mairie

Après consultation auprès de plusieurs sociétés, l'entreprise Maison Bois VALLERY de Rion des Landes a été retenue pour un montant HT de 2 457,97 € HT soit 2 949,56 € TTC.

Rénovation bâtiment ancienne Poste

La Commune a acquis récemment le bâtiment de l'ancienne Poste et souhaite le rénover pour y aménager deux logements communaux. Monsieur le Maire a rencontré un responsable de SOLIHA (Solidaires pour l'habitat), afin d'établir un rapport de visite préalable à l'étude thermique et enclencher la procédure Réno'Aqt.

Le dispositif Réno'Aqt est un programme d'assistance à maîtrise d'ouvrage, assorti d'aides financières du Conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine à destination des communes rurales désireuses de rénover leurs logements communaux. Ce programme est destiné, aussi, à promouvoir et faciliter la rénovation énergétique de l'habitat de centre-bourg.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.
Fait et délibéré les jours, mois et an que-dessus.